



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

A/38/490

S/16029

10 octobre 1983

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS/FRANCAIS

ASSEMBLEE GENERALE

Trente-huitième session

Points 23 et 37 de l'ordre du jour

LA SITUATION AU KAMPUCHEA

QUESTION DE LA PAIX, DE LA STABILITE ET

DE LA COOPERATION EN ASIE DU SUD-EST

CONSEIL DE SECURITE

Trente-huitième année

Lettre datée du 7 octobre 1983, adressée au Secrétaire général de
l'Organisation des Nations Unies par le Représentant permanent de
la République démocratique populaire lao

Sur la demande de M. Hun Sen, vice-président du Conseil des ministres et Ministre des affaires étrangères de la République populaire du Kampuchea, j'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint une lettre ouverte des intellectuels et religieux kampuchéens aux intellectuels, religieux, organisations et peuples du monde ainsi qu'un livre blanc sur la politique du Kampuchea à l'égard de ses résidents vietnamiens.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de ses annexes comme document officiel de l'Assemblée générale, au titre des points 23 et 37 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur extraordinaire et
plénipotentiaire,

Représentant permanent,

(Signé) Kithong VONGSAY

ANNEXE I

LETTRE OUVERTE DES INTELLECTUELS ET RELIGIEUX KAMPUCHEENS AUX
INTELLECTUELS, RELIGIEUX, ORGANISATIONS ET PEUPLES DU MONDE

L'Assemblée nationale de la République populaire du Kampuchea qui tenait sa cinquième session du 15 au 18 août 1983 a adopté une motion sur les crimes commis durant la période 1975-1978 par la clique Pol Pot - Iengsary - Kieu Samphan contre le peuple kampuchéen. Cette clique a causé l'extermination de 3 314 768 personnes, l'infirmité de 141 848 autres, le veuvage de centaines de milliers de femmes et laisse plus de 200 000 orphelins. Il faut y ajouter des dizaines de milliers de résidents étrangers également assassinés de façon sauvage. Sur le plan matériel, 5 857 écoles, 796 hôpitaux et installations sanitaires, 1 968 pagodes, 108 mosquées, de nombreuses salles de spectacle ont été détruits. Pis encore, toutes les activités éducatives, religieuses, culturelles, sociales, artistiques, financières et commerciales ont été supprimées.

Sous le régime de Pol Pot, le peuple kampuchéen était dans le plus grand dénuement, n'ayant que la peau sur les os, vivant jour et nuit dans l'angoisse de la mort.

Toute manifestation de révolte contre cette barbarie fut impitoyablement réprimée. Les intellectuels et religieux n'ont pas été épargnés et partageaient les malheurs du peuple. 25 168 bonzes, 594 docteurs en médecine, pharmaciens et dentistes, 675 professeurs, 18 000 instituteurs, 10 550 étudiants, 191 journalistes, 1 120 écrivains et artistes ont trouvé la mort dans les conditions les plus affreuses. Plus de 1 000 intellectuels revenus de l'étranger entre 1975 et 1978, animés du désir de contribuer à la reconstruction du pays qui avait recouvré son indépendance, en furent aussi les victimes. On n'en compte que 85 rescapés. Rien qu'au Lycée de Touleng (Phnom Penh) transformé par Pol Pot en prison, 56 médecins instituteurs et pharmaciens, 61 ingénieurs ... ont été massacrés.

Victimes et témoins des malheurs de nos compatriotes sous le régime de Pol Pot mais ayant échappé de justesse à la mort soit en changeant d'identité soit en nous faisant passer pour sourds-muets, nous approuvons totalement la motion de notre Assemblée nationale et estimons qu'il est de notre devoir d'adopter la présente lettre ouverte pour que l'opinion mondiale soit éclairée sur ce qui suit.

Il ne suffisait pas à la clique de Pol Pot - Iengsary - Khieu Samphan de détruire l'homme physiquement. Elle cherchait à détruire aussi ses pensées, son intellect, ses sentiments et les relations normales entre époux, entre parents et enfants, entre frères, amis ... en vue de le transformer en une sorte d'animal. Pol Pot et sa clique ont détruit même la structure sociale, la culture traditionnelle qui a créé les célèbres temples d'Angkor, les bases matérielles et techniques de l'économie et les assises multiples du développement potentiel du pays. Ils ont détruit non seulement le présent mais encore l'existence même des générations futures de la nation kampuchéenne.

Il s'agit d'un crime de génocide non pas simplement contre sa propre nation mais également contre une partie de l'humanité, contre la conscience du genre humain.

Après l'historique victoire du 7 janvier 1979, notre pays, la République populaire du Kampuchea, a ressuscité et ce grâce à d'énormes efforts de notre peuple aidé considérablement par nos pays frères et amis et diverses organisations dans le monde. La paix, la liberté, la justice sociale, les droits de l'homme ont été rétablis. La musique, les chants, les prières des bonzes, les voix d'élèves et de maîtres et maîtresses d'école rententissent en même temps que les rires sonores des enfants. Les médecins peuvent à nouveau se dépenser pour les malades. Les transports et communications sont rétablis, la reconstruction reprend. Brochures périodiques, livres scolaires sont de nouveau publiés largement. La famine a été endiguée. La paix règne dans les parcs et jardins publics.

Les mariages et fêtes traditionnelles sont à nouveau célébrés. Les institutions d'Etat à tous les échelons ont été instaurées sur une base démocratique.

Cependant, les séquelles du régime de génocide polpotiste restent très lourdes, surtout l'impact moral qui durera encore pendant plusieurs générations.

Les milieux dirigeants réactionnaires en Chine sont les instigateurs des crimes susmentionnés de la clique génocide Pol Pot - Iengsary - Khieu Samphan. Leur but est de transformer le Kampuchea en un tremplin d'annexion de la péninsule indochinoise et d'expansion en Asie du Sud-Est. Pékin a rassemblé ces criminels quand ils s'enfuyaient en Thaïlande pour les entretenir et les utiliser contre la renaissance du Kampuchea dans l'espoir de faire revivre le régime de génocide sur notre pays.

Si le plan criminel de Pékin avait réussi, quels pays après le Kampuchea auraient-ils déjà soumis au génocide?

Après leurs échecs consécutifs, les milieux dirigeants de Pékin, pactisant avec l'impérialisme américains et d'autres forces de la réaction internationale, ont mis au monde le soi-disant Gouvernement d'union du Kampuchea démocratique englobant Sihanouk, Son San et Kieu Samphan.

Ce n'est en réalité qu'un masque destiné à camoufler le visage hideux de la clique polpotiste vomie par l'humanité progressiste. En acceptant la présidence de ce rassemblement, Sihanouk a une nouvelle fois dévoilé sa trahison des intérêts suprêmes de la nation. Ce "gouvernement" ne représente aucun Kampuchéen honnête. La Conférence au sommet des pays non alignés tenue au début de cette année à New Delhi a pris une juste décision en interdisant son accès aux représentants de ce "gouvernement".

Pleinement conscients de nos responsabilités vis-à-vis de notre nation et souhaitant ardemment qu'aucune autre nation de notre planète n'ait à subir la douloureuse expérience kampuchéenne, et apportant actuellement le meilleur de nous-mêmes à la défense et à la reconstruction de notre Patrie, nous, intellectuels et religieux kampuchéens, appelons l'opinion éprise de liberté, de justice et de

paix dans le monde à condamner plus vigoureusement ces crimes horribles sans précédent commis par la clique Pol Pot - Iengsary - Khieu Samphan, à condamner énergiquement les forces de la réaction internationale qui continuent d'entretenir les Pol Pot - Iengsary - Khieu Samphan, et autres Khmers réactionnaires et de les guider dans leur tentative pour recommencer le génocide et à exiger l'expulsion de polpotistes déguisés hors de l'ONU. Nous savons que l'ONU est une grande organisation internationale appelée à défendre la paix, la vérité, les droits de l'homme; qu'elle ne laisse pas compromettre son prestige en acceptant la présence des coupables du crime de génocide.

Nous espérons que les intellectuels, les religieux et les peuples de tous les pays qui ont été victimes du fléau fasciste et que toutes les organisations internationales dont la vocation est de lutter pour la paix et la justice dans le monde, répondront à cet appel sincère et pressant de notre part.

Phnom Penh, le 12 septembre 1983

ANNEXE II

LA POLITIQUE DU KAMPUCHEA A L'EGARD DES RESIDENTS VIETNAMIENS

Un document sur "la politique de la République populaire du Kampuchea à l'égard des résidents vietnamiens" vient d'être publié par le Département de la presse du Ministère des affaires étrangères de la République populaire du Kampuchea.

Dans un passé récent, les impérialistes américains, appuyés par les autorités chinoises et un certain nombre de milieux réactionnaires des pays de l'ANASE, ont essayé de donner une image déformée de la situation au Kampuchea et accusé à tort le Viet Nam de "faire venir des Vietnamiens au Kampuchea afin de modifier la composition de sa population et, à terme, vietnamiser ce pays". Les procédés de guerre psychologique utilisés par les expansionnistes-hégémonistes chinois, les impérialistes américains et leurs agents ont pour but de dénaturer les faits, d'affaiblir la solidarité militante entre le peuple kampuchéen et le peuple vietnamien et de masquer leurs propres complots et actions criminelles contre le peuple kampuchéen et les peuples des trois pays d'Indochine.

Le document publié par le Département de la presse du Ministère des affaires étrangères de la République populaire du Kampuchea présente les données de la situation des résidents vietnamiens au Kampuchea, précise la politique de la République populaire du Kampuchea à l'égard du peuple vietnamien qui vit et travaille actuellement au Kampuchea et dévoile les manigances de Beijing, Washington et de leurs agents dans la campagne de calomnies qu'ils mènent actuellement.

On trouvera ci-après le texte intégral de ce document :

LA SITUATION DES RESIDENTS VIETNAMIENS DANS LA COMMUNAUTE KAMPUCHEENNE

Les liens étroits d'amitié et de solidarité qui unissent les peuples kampuchéen et vietnamien sont anciens. Les deux peuples ont été dans le passé soumis à la domination, à l'oppression et à l'exploitation des féodaux, des colonialistes et des impérialistes...

Ils se sont donc unis dans leur lutte pour l'indépendance nationale et la liberté. En raison de ces liens historiques et de la proximité géographique, des relations fraternelles se sont développées entre eux.

Avant 1969, le nombre des résidents vietnamiens au Kampuchea était de plus d'un demi-million, dont la plupart travaillaient dans les plantations de caoutchouc des colons français. C'étaient des gens honnêtes et respectueux des lois, qui respectaient les coutumes kampuchéennes et manifestaient au peuple kampuchéen leur solidarité et leur amitié. Ils travaillaient aux côtés des Kampuchéens dans les plantations, dans les champs, dans les usines, sur les rivières et sur le Tonle Sap, comme fermiers, pêcheurs, éleveurs, sauniers, artisans, etc. Ils ont activement contribué au développement de l'économie kampuchéenne. A l'époque de la domination des féodaux, des colonialistes et des impérialistes, les résidents

vietnamiens se sont unis à tous les groupes ethniques kampuchéens dans leur lutte pour l'indépendance nationale, la liberté, l'unification et la défense de leur patrie.

Autrefois, les classes dirigeantes du Kampuchea avaient pour politique de "diviser pour régner" et les résidents vietnamiens, comme la population laborieuse du Kampuchea étaient victimes de leur politique de discrimination raciale qui visait à attiser la haine raciale. Ils étaient opprimés, exploités et soumis à de cruels pogroms.

En 1970, alors qu'ils intensifiaient leur guerre d'agression au Viet Nam, les impérialistes américains ont provoqué un coup d'Etat réactionnaire au Kampuchea (18 mars 1970) puis envoyé des troupes américaines et des régiments fantoches de Saïgon dans notre pays. La bande Lon Nol-Sirik Matak, ces khmers réactionnaires agents des impérialistes américains, ont lancé une campagne anti-vietnamienne insensée. Des dizaines de milliers de résidents vietnamiens ont été tués. Près de 200 000 autres ont été rapatriés de force et remis au gouvernement fantoche de Saïgon. Plus tard, beaucoup d'entre eux ont été enrôlés de force dans son armée pour servir de chair à canon, emprisonnés ou assassinés.

En avril 1975, la bande de réactionnaires de Pol Pot, au service de la clique réactionnaire de Beijing, a exécuté sur les ordres de ses maîtres une horrible politique de génocide qui s'est soldée par la mort de plus de trois millions de Kampuchéens. Des centaines de milliers de résidents vietnamiens ont partagé leur sort. Ils ont été soit massacrés, soit déposés, parqués dans des camps de concentration et voués à des travaux forcés; ils ont souffert de la torture, de la faim, de la maladie et, promis à une mort lente, un grand nombre d'entre eux se sont échappés et ont fui vers le Viet Nam.

A la suite de la libération du Kampuchea, à l'instar des Kampuchéens et d'autres survivants du génocide perpétré par les Khmers rouges, les résidents vietnamiens ayant survécu aux camps de concentration ou s'étant réfugiés au Viet Nam ont été autorisés par le Gouvernement de la République populaire du Kampuchea à regagner les lieux où ils vivaient précédemment. Le Gouvernement de la République populaire du Kampuchea a par ailleurs autorisé les Vietnamiens ayant des parents au Kampuchea à les rejoindre pour vivre et travailler dans le pays, conformément à la législation kampuchéenne. Vers le milieu de 1983, environ 56 000 Vietnamiens - soit à peine 10 p. 100 du nombre de ceux qui vivaient au Kampuchea avant les massacres organisés à l'instigation de Lon Nol et le génocide perpétré par Pol Pot - avaient regagné leurs anciens lieux de résidence. Quant aux résidents chinois ou d'origine chinoise que le Gouvernement de la République populaire du Kampuchea a autorisés à regagner leurs anciens lieux de résidence, leur nombre, rien que dans cinq provinces et villes, atteignait 61 400 en novembre 1982 et, à elle seule, Phnom Penh en comptait 40 000. Ils sont donc plus nombreux que les survivants vietnamiens du génocide de Pol Pot qui ont pu revenir au Kampuchea.

Politique de la République populaire du Kampuchea à l'endroit des résidents vietnamiens

Après que le peuple kampuchéen eut renversé la clique génocide de Pol Pot, agent des expansionnistes et hégémonistes réactionnaires de Beijing, le Parti et le Gouvernement de la République populaire du Kampuchea, en vue de sauvegarder l'indépendance, la liberté et l'existence même d'un peuple auquel on doit la magnifique civilisation d'Angkor, se sont efforcés de reconstruire le pays et de stabiliser les conditions d'existence de la population.

Le Kampuchea s'est mis à renaître immédiatement après l'élimination du régime génocide de Pol Pot, le 10 janvier 1979. A l'heure actuelle, le peuple kampuchéen jouit de toutes les libertés démocratiques - sa dignité humaine est respectée - et, progressivement, l'économie a été reconstruite, la culture nationale étant sauvegardée et développée.

Mus par le désir qu'ont toutes les nationalités vivant au Kampuchea de maintenir avec toutes les nations de l'Asie du Sud-Est et du reste du monde des relations de solidarité, d'amitié, de paix et de coopération, le Parti et l'Etat kampuchéens, qui se préoccupent des conditions de vie de la population kampuchéenne et cherchent à les stabiliser, ont promulgué un certain nombre de mesures visant les résidents étrangers, qui sont fondées sur la souveraineté et l'indépendance de la République populaire du Kampuchea. Lors de sa création, le Front d'union nationale pour le salut du Kampuchea a déclaré ce qui suit : "Le Front a, vis-à-vis des étrangers qui résident au Kampuchea, une politique appropriée" (article 6 de la Déclaration du Front d'union nationale pour le salut du Kampuchea, 2 décembre 1978). Cette politique est pleinement conforme au droit international énoncé dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, qui a été adoptée en 1948 par l'Assemblée générale des Nations Unies.

Face aux efforts des dirigeants chinois réactionnaires, ennemis du peuple kampuchéen, qui agissent en collusion avec les impérialistes américains et les forces réactionnaires de Thaïlande pour saboter la renaissance du Kampuchea et détruire l'unité des trois pays indochinois, le peuple kampuchéen doit renforcer sa solidarité militante et ses multiples liens de coopération et d'assistance mutuelle avec les peuples fraternels du Viet Nam et du Laos, en particulier avec le premier, car l'amitié entre le Viet Nam et le Kampuchea a été scellée dans le sang : nombreux sont les Vietnamiens qui ont donné leur vie au Kampuchea pour aider à libérer le peuple kampuchéen du régime génocide de Pol Pot.

En mai 1982, le Comité central du Parti populaire révolutionnaire kampuchéen a publié la directive 142 tendant à assurer des conditions de vie adéquates ainsi que des emplois aux Vietnamiens résidant au Kampuchea et, le 13 septembre 1982, le secrétariat du Comité central du Parti a publié une circulaire contenant des instructions en vue de l'application de ladite directive. Le 9 octobre 1982, le Conseil des ministres de la République populaire du Kampuchea a publié la directive 38 relative à l'organisation et à l'administration des affaires concernant les Vietnamiens résidant au Kampuchea.

Dans cette directive, le Conseil des ministres stipulait ce qui suit : "Aux Vietnamiens résidant auparavant au Kampuchea qui, sous les régimes antérieurs, ont été victimes de pogroms et de massacres et qui, grâce à la protection populaire, ont réussi à survivre ou à fuir au Viet Nam et sont aujourd'hui de retour au Kampuchea, les autorités locales et la population prêteront assistance et offriront des conditions leur permettant de mener rapidement une vie normale" (art. 1).

"Aux Vietnamiens venus au Kampuchea depuis la libération et exerçant des professions qui contribuent à la reconstruction et au développement de l'économie - agriculture, pêche, fabrication du sel, métiers manuels, etc. - et qui entretiennent de bonnes relations avec la population, les autorités locales offriront des conditions telles qu'ils puissent rester dans le pays et y travailler" (art. 2).

"Les Vietnamiens qui, avec l'aide de parents ou d'amis, souhaitent venir vivre et travailler au Kampuchea ou y retrouver leur famille, devront en demander l'autorisation aux organes kampuchéens ou vietnamiens compétents" (art. 4).

"Aux fins de sauvegarder le principe de la souveraineté, de l'indépendance et de l'intégrité territoriales, la Constitution de 1981 de la République populaire du Kampuchea stipule ce qui suit : 'Les résidents étrangers au Kampuchea, qui doivent respecter la législation de la République populaire du Kampuchea, bénéficient de la protection du Gouvernement de la République populaire du Kampuchea'" (art. 44).

Le Conseil des ministres du Kampuchea a publié dans cet esprit la directive 38, par laquelle il ordonnait "le renforcement des mesures de contrôle, une bonne surveillance aux points d'entrée et [faisait] interdiction stricte de franchir illégalement les frontières" (art. 6).

La question du passage des frontières par des personnes vivant dans les zones frontière de l'un ou l'autre pays est traitée dans le Protocole sur les textes législatifs relatifs aux frontières conclu entre la République populaire du Kampuchea et la République socialiste du Viet Nam et signé le 20 juillet 1983.

"Les personnes vivant dans les zones frontière d'un pays ne peuvent se rendre dans les zones frontière de l'autre pays pour y résider ou pour s'y livrer à la culture, à la cueillette des produits forestiers, à la chasse, au pacage, à l'élevage de volailles, à la pêche, à la pêche aux crevettes, etc., à moins d'avoir obtenu l'autorisation des autorités administratives des deux pays, à l'échelon du district ou à un échelon supérieur (art. 6).

Les personnes, ainsi que leurs bagages, marchandises et moyens de transport, qui traversent la frontière entre les deux pays, doivent être accompagnées de tous les documents mentionnés à l'article 13 du présent Protocole. Elles doivent traverser la frontière aux points d'entrée indiqués dans ces documents. Elles doivent présenter ces documents aux gardes des postes de contrôle et se soumettre à toutes les opérations de contrôle exigées.

Si les personnes, ainsi que leurs bagages, marchandises et moyens de transport, ne sont pas accompagnées de tous les documents nécessaires, elles ne seront pas autorisées à traverser la frontière (art. 15)".

En ce qui concerne les éléments indésirables qui pourraient se prévaloir des possibilités d'échapper au contrôle exercé aux frontières pour s'infiltrer dans le territoire kampuchéen pour s'y livrer à des activités illégales et nuisibles à l'économie et à l'ordre social du Kampuchea, les organes compétents de la République populaire du Kampuchea régleront leur cas conformément à la loi et, avec la coopération et l'aide des autorités vietnamiennes, forceront ces éléments à quitter le Kampuchea et à retourner au Viet Nam.

Les mesures ci-dessus mentionnées en ce qui concerne les Vietnamiens résidant au Kampuchea reflètent fidèlement la politique suivie par la République populaire du Kampuchea, à savoir sauvegarder la souveraineté et l'indépendance nationales tout en renforçant sans cesse ses liens d'amitié avec les peuples de tous les pays. Ces mesures reflètent également le prix qu'elle attache à la contribution apportée par des résidents vietnamiens à la cause révolutionnaire du Kampuchea.

La campagne visant à présenter sous un faux jour la situation qui prévaut dans la République populaire du Kampuchea et à calomnier le Viet Nam est vouée à l'échec.

Cette situation est bien connue de tous les pays progressistes et de tous les hommes de conscience du monde entier et a été confirmée par de nombreux observateurs et journalistes étrangers qui se sont rendus au Kampuchea. Le grand sujet de préoccupation actuel, pour l'opinion publique mondiale et pour les peuples du Kampuchea, du Viet Nam et du Laos, c'est le refus des expansionnistes et hégémonistes de Beijing de renoncer aux manoeuvres par lesquelles ils espèrent rétablir à tout prix le régime génocide de Pol Pot, le maintenir au siège occupé par le Kampuchea au Nations Unies et le ramener au Kampuchea.

La clique réactionnaire au pouvoir en Chine, les impérialistes américains et les forces réactionnaires en Thaïlande portent la responsabilité de nombreux crimes dirigés contre le peuple kampuchéen et s'oppose opiniâtrement à la renaissance du Kampuchea. Tout en feignant d'avoir à coeur l'indépendance et la souveraineté du Kampuchea, les uns et les autres n'ont cessé de chercher à présenter la situation sous un faux jour et à noircir le Kampuchea ainsi qu'à le séparer du Viet Nam dans l'espoir de couvrir leurs noirs desseins.

Ayant échoué dans toutes leurs manoeuvres visant à déformer les faits et à diffamer le Kampuchea et le Viet Nam, particulièrement en ce qui concerne la question des troupes de volontaires vietnamiens au Kampuchea, la Chine, les impérialistes américains et les réactionnaires des milieux dirigeants thaï se sont lancés dès le début de 1983 dans une nouvelle campagne de diffamation, accusant faussement le Viet Nam d'importer des "colons" au Kampuchea afin de "vietnamiser" ce pays. Le but de ces manoeuvres est de continuer à tenter de séparer le Viet Nam du Kampuchea, de saborder l'unité des trois pays indochinois et de détourner l'attention publique mondiale des activités des 20 millions de Chinois qui se trouvent à l'étranger et, parmi eux, des nombreux hommes d'affaires milliardaires qui ont la haute main sur les activités économiques, commerciales et financières de l'Asie du Sud-Ouest et se livrent à des activités subversives dans les pays de cette région.

Toutefois, dans le monde entier et même aux Etats-Unis, l'opinion publique n'a pas tardé à percer le caractère mensonger, trompeur et diffamatoire de ces accusations. Le journal américain The militant, dans son numéro du 22 avril 1983, a souligné que ces accusations relèvent de la propagande menée par le Département d'Etat des Etats-Unis pour noircir la situation au Kampuchea afin de susciter une opposition entre le Viet Nam et le gouvernement actuel du Kampuchea. Selon un article de Paul Quinn Judge paru dans le Far-Eastern Economic Review du 26 mai 1983 la campagne actuelle de diffamation dirigée contre le Viet Nam a été lancée aussitôt après que le parti révolutionnaire populaire kampuchéen et le Gouvernement de la République populaire du Kampuchea eurent promulgué leurs directives au sujet des mesures à adopter à l'égard des résidents vietnamiens au Kampuchea. L'ambassade américaine à Bangkok, s'efforçant de déformer le sens de ces documents, les a fait traduire et distribuer, accompagnés d'un télégramme destiné aux journalistes et diplomates américains et étrangers devant se rendre au Kampuchea. Le télégramme de l'ambassade américaine indiquait que ces documents pouvaient être exploités du point de vue politique et a ajouté que la question pouvait se prêter à une action appropriée de la part d'une Commission des Nations Unies.

Les calomnies et les insinuations ci-dessus évoquées ont été diffusées et amplifiées par les autorités et organes d'information chinois, par la Thaïlande et par la clique de Pol Pot parée du titre de "Gouvernement de coalition du Kampuchea démocratique". Selon le quotidien populaire chinois, le Viet Nam aurait envoyé 300 000 colons au Kampuchea. Ce chiffre a été porté à 400 000 par le Ministre thaï des affaires étrangères, pendant que, de son côté, Son Sann, membre du "Gouvernement de coalition du Kampuchea démocratique" affirmait ce qui suit : "le Kampuchea est occupé par près d'un million de Vietnamiens parmi lesquels on compte 700 000 civils dont des femmes et des enfants, et 100 000 soldats et officiers" (AFP, 18 août 1983).

Les instigateurs de cette campagne ont agi avec une telle maladresse qu'un personnage officiel américain, Daniel Donohue, sous-secrétaire adjoint d'Etat adjoint aux affaires de l'Asie de l'Est se troubla manifestement lorsqu'on lui posa des questions et ne trouva qu'à répondre : "Nous avons examiné la question mais rien n'est encore défini" (USIS, 27 avril 1983).

Des visiteurs étrangers qui se sont rendus au Kampuchea, en particulier des Américains, ont immédiatement rejeté ces allégations. Emory C. Swank, ancien Ambassadeur des Etats-Unis au Kampuchea (1970-1973), qui assure aujourd'hui la présidence du Council of the World Affairs (Conseil des affaires mondiales) à Cleveland dans l'Ohio (Etats-Unis), a fait partie d'un groupe d'enquête composé d'anciens diplomates des Etats-Unis qui a visité le Kampuchea, le Viet Nam et la Thaïlande du 22 janvier au 12 mars 1983. Il écrit dans le No 36 du bulletin américain Indochina Issues de mars 1983 : "Les accusations selon lesquelles le Viet Nam serait en train de coloniser le Kampuchea semblent dénuées de fondement. On nous avait dit en Thaïlande que des agriculteurs vietnamiens s'étaient installés dans diverses régions du Kampuchea mais il est impossible de trouver au Kampuchea la moindre preuve du bien-fondé de cette accusation". Le journaliste américain Daniel Sneider a écrit dans la revue Executive Intelligence du 9 août 1983 : "J'ai néanmoins enquêté sur ces accusations et j'ai découvert que les déclarations du Département d'Etat concernant le Viet Nam et le Kampuchea étaient autant fondées

sur des observations directes que celles qu'il faisait pendant la guerre du Viet Nam". Il ajoute : "on estime à 500 000 le nombre de Vietnamiens qui vivaient au Kampuchea avant 1975. Certains d'entre eux ont été tués et beaucoup se sont enfuis au Viet Nam au cours de la période de Pol Pot. Ceux qui accusent les Vietnamiens de coloniser le Kampuchea ne tiennent aucun compte de l'interpénétration de populations qui existe dans cette région. L'auteur a rencontré un grand nombre de Vietnamiens, notamment des pêcheurs, mais tous parlaient assez bien le khmer - ce qui démontre clairement qu'ils résidaient depuis longtemps dans le pays. Dans la province frontalière du Viet Nam que j'ai visitée, des agriculteurs de Svay Rieng et de Takeo n'ont pas pu confirmer les affirmations américaines faisant état de l'installation récente de Vietnamiens dans la région".

Un autre journaliste américain, Abe Weisburd, qui avait effectué une visite de 18 jours au Kampuchea au début mai 1983, a écrit dans la revue américaine The Guardian du 10 août 1983 : "Nous avons parcouru les provinces du pays et avons eu la possibilité de parler avec des agriculteurs, des écoliers, des dirigeants de coopérative et des pêcheurs. Nous avons interviewé les gens dans la rue ainsi que dans les magasins de la capitale (Phnom Penh) et nous nous sommes entretenus avec des responsables gouvernementaux. Il était évident partout où nous sommes allés que personne au Kampuchea ne croyait aux accusations d'agression et de colonisation qui étaient portées contre le Viet Nam." Il a conclu : "Il ressort clairement de nos enquêtes que les Kampuchéens ne croient pas que les résidents vietnamiens constituent une menace".

Le 28 juin 1983, le Ministre australien des affaires étrangères, Bill Hayden a fait observer : "Pour ce qui est des nouvelles faisant état de l'arrivée de Vietnamiens au Kampuchea, je pense qu'il s'agit de personnes retournant dans ce pays où elles vivaient avant la période de Pol Pot. Le Kampuchea et le Viet Nam sont arrivés à un accord dans ce domaine. Le nombre de Vietnamiens qui résident au Kampuchea, y compris les troupes vietnamiennes, est encore bien plus faible qu'à l'époque qui précédait l'arrivée au pouvoir de Pol Pot.

Le communiqué qui a été adopté par la Conférence des Ministres des affaires étrangères du Laos, du Viet Nam et du Kampuchea, tenue à Phnom Penh les 19 et 20 juillet 1983 disait notamment : "La Conférence rejette catégoriquement les affirmations calomnieuses de la Chine, des Etats-Unis et d'un certain nombre de milieux réactionnaires des pays de l'ANASE selon lesquelles le Viet Nam enverrait des ressortissants vietnamiens au Kampuchea en vue de modifier la composition démographique de ce pays. Il s'agit seulement d'une propagande grotesque visant à dissimuler l'échec de la tentative qu'ils avaient faite pour accuser les Vietnamiens d'avoir envahi et occupé le Kampuchea alors que les troupes volontaires vietnamiennes sont progressivement retirées du Kampuchea. L'expérience des quarante dernières années et surtout celle des quatre dernières nous enseigne que les illusions qu'ils se faisaient d'arriver à affaiblir et à diviser les pays de l'Indochine et leurs tentatives pour les discréditer ont lamentablement échoué."

La Chine, pour sa part, voit également dans cette campagne une occasion pour dissimuler un fait dont l'opinion publique de l'Asie du Sud-Est et l'ensemble de l'opinion mondiale sont devenus de plus en plus conscients, à savoir que la véritable menace pour l'indépendance et la souveraineté des peuples de l'Asie du Sud-Est et la source de tensions dans la région ne provient pas des trois pays

d'Indochine mais a toujours été le fait de l'hégémonisme expansionniste de Beijing qui s'appuie sur le contrôle qu'exercent 20 millions de Chinois résidant à l'étranger sur l'économie et la politique des pays où ils vivent.

Pour ce qui est de la Thaïlande, dans ses efforts tendant à dissimuler les services efficaces qu'elle rend aux autorités chinoises, elle continue d'offrir des "sanctuaires" aux derniers membres de la clique de Pol Pot ainsi qu'à d'autres réactionnaires khmers pour leur permettre de poursuivre leur action contre la République populaire du Kampuchea, de maintenir la tension le long de la frontière thaïlando-kampuchéenne et de coopérer avec la Chine pour tenter de compromettre la paix et la stabilité dans cette région.

Comme toutes les autres campagnes de diffamation et de calomnie qu'ils ont menées au cours des quatre dernières années, les tentatives actuelles de la Chine, des Etats-Unis et de la Thaïlande sont vouées à l'échec, à un échec encore plus cuisant que les précédents. On peut lire à ce sujet dans le quotidien vietnamien Nhan Dan du 1er juillet 1983 : "Les réactionnaires chinois et les impérialistes américains sont préoccupés par la situation actuelle et craignent de rencontrer de nouveaux échecs. C'est pour cette raison qu'ils ont lancé à la hâte une bruyante campagne de diffamation au cours de laquelle ils accusent le Viet Nam d'envoyer des colons au Kampuchea. Ils espèrent ainsi raviver le problème du Kampuchea et susciter la haine pour le Viet Nam dont ils ont besoin pour alimenter la prétendue 'question du Kampuchea' et maintenir dans cette région la tension et la confrontation, afin de contrer le Viet Nam et la révolution dans les trois pays d'Indochine.

Ceux qui au cours des quatre dernières années ont échoué dans leur campagne de diffamation fondée sur des inventions telles que : 'Le Viet Nam crée une fédération indochinoise', 'Le Viet Nam provoque la famine au Kampuchea', 'Le Viet Nam entrave les secours internationaux', 'Le Viet Nam utilise des armes chimiques au Kampuchea', etc., ont fait un nouvel effort d'imagination inventant de nouvelles fausses accusations. Ce n'est certainement pas là, du reste, la dernière campagne de diffamation contre notre peuple."

Mais, en dépit de leurs allégations mensongères et de leurs iniques complots, ils ne réussiront pas à tromper les peuples du monde, encore moins à changer la situation au Kampuchea et moins que tout à porter atteinte à l'amitié et à la solidarité militante qui lient les trois pays d'Indochine. Emory C. Swank, homme qui connaissait très bien la situation au Kampuchea, a déclaré dans une interview qu'il a donnée à la revue américaine Newsweek (23 mai 1983) : "J'ai été surpris par le relèvement (au Kampuchea) ... Je pense que le régime de Phnom Penh verra son pouvoir se renforcer avec le temps ... Je pense que le monde devra se faire une raison. L'Organisation des Nations Unies devra prendre des mesures en vue de reconnaître la réalité qui règne au Kampuchea."
